UNION POUR LA FRANCE







Alain CHASTAGNOL

Professeur agrégé, Vice-Président du Conseil Régional, Conseiller Général, Maire de Souillac

Madame, Monsieur, Chers Amis,

Le Lot a besoin de changer. Parce que notre département n'aurait aucun avenir avec un député socialiste, responsable d'une politique nationale et locale désastreuse pour le monde rural et l'emploi : avec 15 000 chômeurs vrais et faux, 50.000 hectares retournés à la friche, 840 artisans du bâtiment et des travaux publics et 430 commerces disparus en dix ans, sans compter le retrait des services publics, le Lot est en voie de désertification accélérée.

La France bat tous les records de chômage et ce sont les politiques conduites par les gouvernements socialistes qui détruisent des emplois dans le Lot : la réduction des crédits militaires ; la suspicion à l'égard de la propriété et le marasme du bâtiment ; la ridicule insuffisance des investissements routiers et des travaux publics ; l'inexistence de financement pour l'aménagement du territoire qui rend dérisoires les dotations pour le monde rural ; la volonté affichée de faire disparaître les communes rurales avec une loi sur les communautés de communes ; la volonté non moins affichée de faire disparaître les agriculteurs avec la faute majeure d'une double signature de la réforme de la PAC et de l'accord du GATT qui fera encore baisser les prix de 35 % et les exportations de 20 % ; une politique économique enfin, bornée et à courte vue, qui asphyxie les entreprises avec des taux d'intérêts et des charges sociales insupportables.

L'échec social est total : 1 jeune sur 4, sortant d'un système éducatif perverti, s'inscrit à l'ANPE. Le pouvoir d'achat des classes moyennes s'est largement réduit avec l'augmentation de 50 % des cotisations sociales, des factures et des impôts. La misère est partout, tandis que les inégalités se sont largement accrues depuis 10 ans, comme les profits scandaleux. La sécurité sociale est en cessation de paiement virtuelle et les retraites ont failli ne pas être payées cette année. Et le gouvernement ose encore parler d'acquis sociaux, lui qui nous laisse une société plus inégalitaire, où l'on rémunère plus le capital qui dort que les investissements dans l'entreprise, et où l'on avantage ceux qui ne travaillent pas, plutôt que ceux qui travaillent.

Il faut mettre fin à cette inversion des valeurs. Il faut dire non au déclin du Lot. Il n'est pas irrémédiable. Ne croyez pas ceux qui, pour se maintenir au pouvoir, prennent prétexte d'une crise internationale. C'est une

habitude pour ces gouvernements de ne vouloir être ni responsables ni coupables. Des emplois se créent aux Etats-Unis, en Allemagne, en Italie, les problèmes des taux d'intérêts et des charges sont bien français.

Une autre politique est possible. Celle qui croit à l'entreprise, à la liberté mais aussi au dialogue, à une société plus solidaire à laquelle chacun participe.

Nous baisserons les taux d'intérêts. C'est possible, par une bonification de l'Etat ou en négociant avec les allemands en échange de l'indépendance de la Banque de France.

Nous ferons sauter le verrou des charges sociales, car l'Etat fera des économies s'il paye l'exonération des charges plutôt que l'indemnisation des chômeurs.

Nous relancerons le bâtiment et les travaux publics en rétablissant des avantages fiscaux, en facilitant l'accès à la propriété, en accélérant les programmes routiers et autoroutiers.

Nous défendrons notre terroir en opposant le droit de véto au GATT et en négociant immédiatement pour le Lot des conditions spéciales pour la PAC 92 car notre zone rurale fragile ne produit pas d'excédent. Il faudra considérer le Lot comme une zone de reconversion rurale où les avantages fiscaux et sociaux, les primes spécifiques prioritaires permettront aux artisans, aux commerçants et aux entreprises de réagir à la mort lente de notre département. Par de telles procédures, on recommencera à aménager notre territoire.

Ces mesures d'urgence créeront tout de suite un autre climat et redonneront la confiance. Il restera alors beaucoup à faire pour consolider la croissance et bâtir un pays plus juste : renégocier la PAC et le GATT, contrôler vraiment les frontières, préparer les jeunes aux métiers, assurer les retraites en remettant les comptes à plat, réinstaurer une plus grande justice, voici l'affaire de plusieurs années.

Dans quelques jours, le ministre du budget ne sera plus ministre. Il est vraisemblable qu'une période de cohabitation va s'ouvrir. Pour que le changement soit réel, il y faudra l'acharnement d'une majorité nouvelle, s'appuyant sur un programme réfléchi. Tout député sans étiquette ou isolé ne pourrait rien changer au cours des choses. Seule l'Union de l'Opposition RPR-UDF peut imposer au Président de la République une autre politique. Vous voterez efficace, en votant pour l'Union de l'Opposition RPR-UDF.

Libérons-nous de la fatalité qui pèse sur notre pays, quand sa nomenclature socialiste fait croire que rien ne peut changer.

Libérons-nous des peurs et des largesses électorales d'un pouvoir à bout de souffle.

Je vous appelle toutes et tous à participer à l'élan national.

Pour que le Lot ne reste pas à l'écart ; pour qu'il survive ; pour que votre voix ait une valeur d'avenir avec un candidat qui depuis 15 ans met sa compétence et son dynamisme au service du Lot.

VOTEZ dès le premier tour Alain CHASTAGNOL et René GOUDAL.



René GOUDAL, suppléant

Docteur en médecine, Maire de Gorses, Conseiller Général, Président du SIVOM du canton de Latronquière